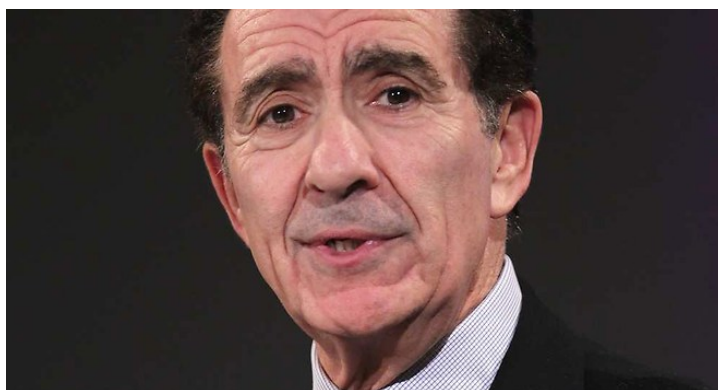


Peter Schoenfeld : « Arrêtons la mauvaise foi, on ne veut rien démanteler »

ROBEQUAIN / CORRESPONDANTE À NEW YORK | LE 01/04 À 21:00



Peter Schoenfeld détient 0,8 % de Vivendi à travers son hedge fund PSAM. Il veut contraindre Vincent Bolloré à verser 9 milliards de dividendes aux actionnaires. - **Bloomberg**

Peter Schoenfeld veut contraindre Vincent Bolloré à verser 9 milliards de dividendes aux actionnaires de Vivendi.

Peter Schoenfeld (Fondateur du hedge fund PSAM)

Vous espérez imposer 9 milliards d'euros de dividendes à Vivendi. Pensez-vous avoir une majorité d'actionnaires pour vous soutenir ?

Il est encore un peu tôt pour le dire. Disons que nous sommes optimistes. Nous approcherons le maximum d'actionnaires pour leur expliquer notre démarche. La plupart sont en phase d'écoute et n'expriment pas encore leurs positions. Nous avons rencontré des cabinets de conseil aux actionnaires, tels Proxinvest et ISS. Proxinvest va soutenir notre première résolution - celle qui demande le versement d'un dividende de 2,9 milliards - mais pas la seconde - celle qui requiert 6 milliards supplémentaires. Nous aurions évidemment préféré un soutien total de leur part.

Si Vivendi verse 9 milliards de dividendes, il ne lui restera que 5 milliards de « cash » pour investir et acheter des actifs. Ne craignez-vous pas de contrarier sa croissance ?

Quel que soit le scénario, Vivendi conservera une grande marge de manoeuvre pour procéder à des acquisitions. Le montant de 5 milliards que vous évoquez est trompeur. Car en plus de sa trésorerie, Vivendi dispose de 4 milliards d'euros de titres négociables, qu'il peut utiliser pour racheter des entreprises. Il peut aussi lever de la dette. Tout cela est amplement suffisant pour alimenter sa croissance et acquérir de grosses cibles, valant jusqu'à 15 milliards d'euros. Et si Vivendi a vraiment un projet transformant, rien ne l'empêche de retourner voir ses actionnaires pour discuter de son capital.

En quoi est-il légitime de réclamer autant de dividendes ?

Vivendi occupe une position absolument unique : aucune entreprise européenne ou américaine n'affiche un tel niveau de liquidités, lorsqu'on le rapporte à sa **capitalisation boursière**. Si Vivendi a tant d'argent, c'est parce qu'il a vendu des actifs, et non parce qu'il a accumulé des profits. En temps normal, c'est le genre de situations où les entreprises choisissent de rémunérer leurs actionnaires. C'est ce qu'avait fait Vodafone par exemple, lorsqu'il avait vendu une partie de ses actifs : il avait reversé 50 % de ses gains aux actionnaires. C'est exactement ce que nous demandons à Vivendi.

Le cabinet PhiTrust veut empêcher le doublement des droits de vote des actionnaires de long terme. Pensez-vous qu'il obtiendra gain de cause ?

C'est un combat tout à fait légitime, qui peut être gagné. Comme lui, nous défendons le principe « une action, un vote ». Vincent Bolloré a déjà doublé sa participation dans Vivendi, dans un temps extrêmement court. En défendant cette résolution, nous soulevons une question simple : quelle marge de manoeuvre souhaitons-nous laisser à Vincent Bolloré ?

L'avez-vous rencontré ?

Nous avons demandé à le voir il y a déjà plusieurs mois. Une série de dates avaient été fixées, mais elles ont été annulées. Nous avons proposé une visioconférence, mais Vivendi n'a pas donné suite.

Etes-vous surpris par la tournure des événements ?

Pour être honnête, nous ne comprenons pas que la direction de Vivendi soit aussi nerveuse, et que notre initiative soulève une telle controverse : ce que nous proposons à Vivendi est un accord « gagnant gagnant ». Notre action peut faire monter le cours de Bourse de Vivendi, ce qui le placera en meilleure position pour faire des acquisitions et construire un grand groupe. Arrêtons la mauvaise foi : notre but n'est pas de démanteler Vivendi. Nous ne travaillons pas de concert avec des actionnaires étrangers pour prendre le contrôle du groupe. La seule chose que nous demandons, c'est une meilleure rétribution des actionnaires et une clarification de la stratégie. Nous sommes au capital de Vivendi depuis déjà trois ans, c'est du long terme. ●

@robequain
